

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article9944>

La France se lance dans la défense antimissile

- Défense - France -



Date de mise en ligne : jeudi 12 février 2009

Spyworld Actu

Face à de nouvelles menaces balistiques, les satellites Spirale A et B devraient permettre d'avancer dans la mise en place d'un système d'alerte spatiale renforcé.

La France a franchi jeudi une étape supplémentaire dans ce qui pourrait un jour devenir un ambitieux programme européen de défense antimissile. Spirale A et B, deux microsattelites de 117 kg chacun, démonstrateurs pour l'alerte spatiale renforcée, devaient être mis en orbite jeudi par la fusée Ariane 5, au centre de tir de Kourou, en Guyane française. Pendant quatorze mois, en collectant des images infrarouges de la Terre, les deux satellites tenteront d'en savoir plus sur l'émission de chaleur et de lumière produite par un missile balistique lorsqu'il vient d'être tiré.

C'est en 2004, afin de pouvoir surveiller les activités des États proliférant, que la France a décidé d'acquérir une capacité de détection des tirs de missiles balistiques. La Délégation générale pour l'armement (DGA) a confié la maîtrise d'oeuvre du projet à EADS-Astrium. Puis l'alerte antimissile est devenue une priorité du livre blanc sur la défense, qui a créé une nouvelle fonction stratégique, « Connaissance et anticipation », et promis des crédits supplémentaires pour les programmes spatiaux militaires.

Les pays de l'Otan et de l'UE sont aujourd'hui confrontés à de nouvelles menaces balistiques, voire nucléaires, émanant de puissances émergentes. En lançant sa fusée Safir 2 la semaine dernière, Téhéran a averti qu'il pourrait être capable un jour de viser des cibles au-delà du Moyen-Orient avec des missiles à longue portée. En devenant une puissance nucléaire, l'Iran provoquerait indirectement une dangereuse accélération de la prolifération dans le monde. Alors que le sud-est de l'Europe est déjà à portée de tir des missiles iraniens, certains experts craignent que la dissuasion, même nucléaire, ne fonctionne plus face à des pays ou à des groupes terroristes ayant recours aux kamikazes et aux attentats suicides, pour lesquels la vie humaine compte moins que les convictions religieuses. D'où l'idée de compléter la dissuasion nucléaire par une défense antimissile. Et la certitude que ces nouveaux systèmes sont appelés à faire un jour partie des arsenaux militaires des grandes puissances.

Pionniers dans ce domaine depuis 1998, les États-Unis ont proposé, après les attentats du 11 Septembre, d'étendre le projet de bouclier antimissile à leurs alliés européens. En 2008, la Pologne et la République tchèque ont accepté de participer à ce programme soutenu par l'Otan en accueillant dix missiles intercepteurs pour l'une et un radar pour l'autre. Depuis, la crise ouverte avec l'impériale Russie de Poutine, qui veut reprendre pied dans les anciens satellites soviétiques et y contrer l'avancée de l'Alliance atlantique et des Américains, n'a fait que s'aggraver. Jusqu'à ce qu'à Munich, le vice-président américain Joe Biden annonce la semaine dernière que le bouclier antimissile en Europe ne se poursuivrait que s'il était efficace, pas trop onéreux et assorti de consultations avec la Russie.

Nombreuses réticences

Dans ce grand chambardement stratégique, l'Europe ne saurait rester à découvert. Plusieurs pays, notamment la France et l'Italie, ont développé, dans le cadre de l'Otan, le système de défense antiaérien SAMP-T, dont les radars et les intercepteurs ont vocation à protéger les théâtres d'opérations extérieures. Programme national, Spirale est considéré comme un pas supplémentaire, « qui permet d'apporter une pierre à l'édifice », selon les mots du directeur de la Stratégie à la DGA Patrick Auroy. À la veille du sommet de Strasbourg-Kehl, l'Otan débat par ailleurs de l'opportunité de participer à la défense antimissile américaine, qui ne couvrira que 80 % de l'Europe, en fournissant un système complémentaire pour protéger le sud-est du continent.

Nous n'en sommes pas encore là. Car pour l'instant, même le principe d'une alerte avancée, suite logique de Spirale, défendue par Nicolas Sarkozy et qui doit normalement être opérationnelle en 2016, n'est pas gagné en France. Au

niveau politique, certains craignent qu'elle remette en cause à terme la dissuasion nucléaire, élément essentiel de la puissance française. Mais le principal argument est financier. D'autres, enfin, émettent des doutes sur l'efficacité des systèmes de défense antimissile, loin d'être à 100 % étanches. « Pour diminuer l'efficacité d'une défense antimissile, il suffit de la saturer, c'est-à-dire de construire de plus en plus de missiles », explique Jean-Pierre Maulny, directeur adjoint de l'Iris, à Paris. Autrement dit, s'il est facile de construire une épée, il est plus difficile de fabriquer un bouclier.

Les partisans de l'alerte avancée estiment pourtant qu'elle est indispensable dans le nouveau contexte géostratégique. « Aujourd'hui, nous n'avons pas vraiment besoin d'une défense antimissile que d'ailleurs nous ne pourrions pas nous offrir. Mais l'alerte avancée nous permet d'évaluer les progrès des États proliférant et de suivre l'évolution de la menace pour pouvoir réagir et passer à l'étape suivante le jour où nous serons à portée de tir », affirme Jean Dauphin, directeur, chez Astrium, du programme d'observation Terre et Science.

L'alerte avancée permettra en outre à la France de ne pas dépendre des Américains dans ce domaine sensible. L'intervention américaine en Irak en 2003, décidée sur la foi d'informations erronées, a servi de leçon aux Français. « Si on avait pu prouver grâce aux images des satellites que l'Irak ne possédait pas d'armes de destruction massive, on n'en serait peut-être pas là aujourd'hui », commente un expert.

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/internationa...>